

“La Communauté française doit mieux piloter son enseignement”

■ Alors qu'elle change de président, la CGSP en appelle à des réformes de structures pour améliorer l'école.

Entretien **Bosco d'Otreppe**

Après huit ans à la tête de la CGSP-Enseignement, Pascal Chardome laisse la main à Joseph Thonon. Syndicaliste dans l'âme, ce dernier assurera la continuité du travail entamé par son prédécesseur, en s'inscrivant pleinement dans la ligne du syndicat socialiste : celle de la défense des enseignants, de l'école publique, mais également celle d'un combat pour un réseau “*unique et pluraliste*”.

Ensemble, ils reviennent pour “La Libre” sur la situation de l'enseignement en Communauté française, et sur les défis à venir.

Quelles sont les conditions pour que le Pacte pour un enseignement d'excellence atteigne ses objectifs : ceux capables de rendre l'enseignement plus efficace et plus équitable ?

Pascal Chardome : Qu'on lui donne du temps. On ne sait rien faire en quelques mois ou en quelques années dans l'enseignement, tant la structure actuelle offre plusieurs possibilités de

blocages. Je pense à l'organisation en plusieurs réseaux, ou à la double casquette que porte une ministre qui est à la fois pouvoir subsidiant et pouvoir organisateur d'un réseau. Rien ne peut donc se faire en quelques clics. Pour nous cependant, ce Pacte a beaucoup d'ambitions. Il nous a été présenté comme devant aboutir rapidement à des décisions qui prendraient, elles, plusieurs législatures pour être appliquées. Nous souhaitons rester dans un tel schéma. Nous insistons également pour que les problèmes budgétaires ne constituent pas un frein systématique. Lorsque l'on établira des choix de réformes, le budget devra être un argument, mais pas le seul. Enfin, ce Pacte doit être accepté par tous les acteurs de l'enseignement, et donc par l'opposition politique. Sinon, comme pour les précédentes réformes d'envergure, il

sera détricoté dès la prochaine législature.

Joseph Thonon : On a donc l'espoir que ce Pacte inaugure une politique planifiée sur vingt ans. Ce que l'on n'a jamais eu.

On dit que l'enseignement est paralysé de par la multiplicité de ses acteurs et ses conflits d'intérêt. Vous partagez ce constat ?

P.C. : Aller chercher dans le cadre de la discussion un maximum d'acteurs n'est pas un problème. Au niveau des structures par contre, alors que nous sommes organisés en quasi marché scolaire où chaque école est en concurrence

avec la voisine pour avoir un maximum d'élèves, il faudrait que le politique prenne ses responsabilités et devienne un vrai pouvoir régulateur. Actuellement on reste trop dans le consensus mou, établi entre les différents ac-

teurs. Vous savez, avec la concurrence que l'on connaît aujourd'hui entre les écoles, il arrive que dans la même commune on ait trois écoles de réseaux différents qui organisent la même option et qui sont toutes en sous-effectifs. On a mis en place des structures pour éviter de telles aberrations, mais ces structures n'ont pas de pouvoir coercitif. L'autonomie des acteurs et des établissements peut donc en effet scléroser le système.

Avec la réforme des titres et fonctions, le Pacte et la réforme du qualifiant, la rentrée s'annonce chargée. Vous redoutez une année difficile pour les enseignants ?

J.T. : Il y a en effet beaucoup de nouvelles réformes en route, mais elles ont déjà été mises en place. Concernant le statut des enseignants, c'est surtout au niveau du Pacte qu'il existe éventuellement un risque. Il ne faudra

pas que l'enseignant soit l'acteur de terrain qui paye le Pacte en voyant sa charge de travail être

alourdie. Nous insisterons donc pour que des moyens accompagnent les réformes.

Pascal Chardome, quel bilan tirez-vous après huit ans à la tête de la CGSP-Enseignement ?

P.C. : Le problème auquel nous sommes confrontés en période de vache maigre, est le fait que nous sommes obligés de jouer un rôle défensif pour éviter la dégradation des conditions de travail. Je pense avoir bien défendu les travailleurs, mais j'aurais apprécié, c'est vrai, être plus proactif pour chercher à améliorer leurs conditions.

Et vous, Joseph Thonon, si vous deviez rêver l'enseignement dans huit ans, que diriez-vous ?

J.T. : Le rêve absolu, c'est un réseau unique, pluraliste et public. Mais je doute que l'on puisse y arriver en huit ans. Ce que je

souhaite en tout cas, c'est que soit amoindrie la concurrence entre les réseaux. Et cela passera par un pilotage sérieux de la part de la Communauté française.

“On ne sait rien faire en quelques mois ou en quelques années dans l'enseignement, tant sa structure actuelle offre plusieurs possibilités de blocages.”

PASCAL CHARDOME